

Entretien avec Xavier Raufer Banlieues interdites ?

Revue de géopolitique « OUTRE-TERRE »
N°3 - janvier 2003

Propos recueillis par Gilles Mastalski

Outre-Terre : Vous parlez de « territoires en sécession ». Qu'entendez-vous par-là ?

Xavier Raufer : L'expression n'est pas de moi, elle est de Michel Vauzelle, président de la Région PACA ; elle n'émane donc pas d'un quelconque extrémiste, mais c'est l'expression horrifiée d'un élu républicain, social-démocrate, qui s'aperçoit que, dans les quartiers nord de Marseille, des territoires entiers échappent totalement à l'ordre républicain, c'est-à-dire que la police n'y pénètre plus qu'exceptionnellement, pour des opérations « coup de poing », le remède étant ici pire que le mal, parce que les gens en questions n'ont pas l'habitude de voir des policiers ; ils prennent donc les policiers ou les gendarmes pour la bande adverse, et ils font ce qu'ils ont l'habitude de faire avec cette dernière : ils se battent, ce qui aggrave les choses, et il s'ensuit une sorte de polarisation négative avec, naturellement, une situation de blocage total.

Des « quartiers en sécession », il en existe, d'après le recensement du ministère de l'Intérieur¹, un peu partout : la moitié dans la région parisienne, deux ou trois à Toulouse, etc. C'est réparti sur tout le territoire, et ce n'est que le sommet de la pyramide de quartiers plus ou moins en « désordre », qu'on connaît par les différentes structures qui s'en occupent : le ministère de la Ville ou le ministère de l'Intérieur par exemple... On sait ça par toutes sortes d'instances. Par exemple, il y a une carte de France de la Poste pour les endroits où on ne va plus distribuer des colis dans les boîtes aux lettres, car celles-ci sont pillées ; donc, comme cela se fait à Ouagadougou ou à Tachkent, on vous met un petit mot et vous allez chercher le colis à la Poste. D'ailleurs, il n'y a pas de distribution, d'où les périphrases utilisées²...

Xavier RAUFER, professeur à l'Institut de criminologie de l'université de Paris II.

1. Cf. Alain Bauer et Xavier Raufer, *Violences et insécurité urbaines*, Paris, PUF, 1998, 2002.

2. *Ibid.*

Outre-Terre : Est-ce qu'on peut se procurer cette carte ?

X.R. : Non, le ministère des PTT a simplement décrété que, dans tel quartier ou telle zone, c'était « sans distribution à domicile » – « SDD », ou quelque chose comme ça – (voir nouveaux indicateurs³). Il y a donc des zones où la Poste ne va plus, des zones où les transports en commun – ceci parmi les secrets les mieux gardés, soit les réseaux de transport publics ou privés par bus ne vont pas jusqu'à la fin de la ligne, parce que celle-ci correspond à une « cité » (où personne n'achète de billet de transport – dans les années soixante-dix, les « autonomes » appelaient cela de l'« auto-réduction ») et donc on s'arrête deux stations avant la fin de manière, en outre, à ne pas se faire jeter des pierres ou même agresser. Donc, des quartiers comme ça, globalement, en France, il y en a un gros millier où la situation n'est pas *très* grave ; il y en a à peu près cent cinquante dans lesquels, selon les RG, le trafic de stupéfiants – y compris d'héroïne – se fait en pleine rue à la vue de tous et au sommet, c'est la vingtaine de « quartiers en sécession », dans lesquels, en gros, pour savoir vraiment ce qui s'y passe, il faudrait envoyer l'armée.

Les « quartiers en sécession », c'est donc « l'aristocratie » d'une série de quartiers, abandonnés depuis parfois trois décennies, et dans lesquels une espèce de culture anarchique du « chacun fait fait fait ce qui lui plaît plaît plaît » – ça peut être ne pas payer en entrant dans le bus, ça peut être remplir un caddie et sortir sans payer – s'est développée. Et cela tout à fait légitimement, car comment pouvait-il en être autrement dans des quartiers où il n'y a absolument plus aucune espèce de manifestation d'autorité d'aucune sorte ? Il y a actuellement en France – ce n'est pas une boutade ni une plaisanterie de mauvais goût – des quartiers où les adolescents arrivant à l'âge adulte ont dû voir plus de soucoupes volantes passer dans le ciel que de cars de police dans les rues ou même de policiers en uniforme dans le quartier. Il y a de nombreux endroits en France où la police – et plus généralement l'autorité – ne se manifestent plus.

Il faut cependant convoquer l'histoire de France : vous avez une criminalité galopante jusqu'au XVIII^e siècle – souvenons-nous de la forêt de Bondy ou des « chauffeurs du Nord » – puis la criminalité retombe progressivement à un niveau socialement acceptable, ceci grâce au maillage de la gendarmerie sur le territoire national. À partir du moment où il y a une brigade de gendarmerie dans une zone où on peut aller à cheval en une journée, la criminalité s'effondre.

Elle se maintient encore dans les faubourgs, comme le montre Louis Chevalier dans son livre *Classes laborieuses, classes dangereuses*, car on y trouve des gens brutalement transportés dans les villes, soumis à des conditions absolument épouvantables, vivant dans des taudis... C'est l'époque des « Apaches »

3. *Ibid.*

avec une hausse de la criminalité, et après ça tout se police plus ou moins et retombe à un niveau acceptable. Il y a bien sûr toujours eu un milieu criminel et il en aura toujours un, mais cette espèce de grave désordre social, d'endroits où la République n'existe pas et où l'État n'existe pas, disparaît petit à petit.

Outre-Terre : Peut-on, comme certains, parler de ghettos ?

X.R. : Non, pas précisément. Ce n'est acceptable ni au sens premier du terme, c'est-à-dire par analogie avec le lieu de relégation des Juifs dans les villes européennes (au Moyen Âge ou sous l'Ancien Régime), ni au sens américain actuel, parce qu'il y a une connotation ethnique. En France, il ne s'agit pas de ghettos au sens où les gens seraient tous regroupés en fonction de leur appartenance « ethnique », bien qu'on puisse citer au moins une exception, aux Mureaux, où on trouve une cité « maghrébine » et une autre « africaine ». Mais, jusqu'à aujourd'hui, c'est plutôt l'exception que la règle. Il faut bien sûr étudier ça de près, car le phénomène, si rien n'est fait, pourrait se développer d'ici une génération et on pourrait avoir des affrontements ethniques, mais pour l'instant, ce n'est pas encore le cas.

Pour employer un terme affreux, on a là un phénomène de « cône de déjection » : viennent s'entasser toute la misère du monde les gens les plus misérables, les « Gaulois » les moins insérés, les plus misérables – le quart-monde, plus des gens qui sont arrivés par vagues successives, des migrants, parce que c'était là que c'était le moins cher, et le plus grave, c'est que cette implantation géographique ne s'est pas faite n'importe où. Elle s'est faite à partir de la Libération et du redémarrage économique qui avait pour conséquence un besoin de main-d'œuvre ; ce fut d'abord l'énorme mouvement d'aspiration des campagnes vers la périphérie des villes, vers les banlieues, et ce furent ensuite les migrants qui allaient dans les mêmes endroits, car c'est là qu'il y avait des infrastructures à l'origine bricolées, comme au départ les bidonvilles, et qu'il y eut après les logements à bon marché. Mais le plus extraordinaire, ce qu'il y a de sidérant, c'est que rien n'a été fait en la matière depuis la Libération...

On a eu un grand ministre de l'Intérieur au début du xx^e siècle, Clemenceau, qui créa les brigades mobiles parce qu'il avait compris que la criminalité devenait mobile : l'« armée du droit » devait en effet se trouver en face de l'« armée du crime », pour prendre une image un peu mélodramatique. Mais là, ce n'est plus du tout le cas : avec la mise en place de la police nationale – par nationalisation des polices urbaines – on a déterminé l'emplacement des commissariats et cette carte est restée intacte depuis avril 1941 !

Résultat, là c'est l'INSEE qui nous l'apprend, au cours des Trente Glorieuses, environ la moitié de la population française s'est déplacée : énormément des campagnes vers la périphérie des villes, et pas mal des centres-villes vers la périphérie. Il y avait ceux qui allaient vers la périphérie des villes en partant de

la campagne, les paysans, qui venaient y travailler et il y avait les « bourges » qui trouvaient les centres-villes trop pollués et venaient s'installer dans le « paradis suburbain » : les maisons avec jardins des programmes immobiliers pavillonnaires des années 1960 et 1970. Dans des conditions telles qu'il n'y avait plus de policiers à ces endroits-là et qu'il n'y avait pas encore de gendarmes.

Donc, la zone rurale – trente kilomètres autour des villes – n'a en rien été policée. Cela veut dire qu'à suivre – après une trentaine d'autres – le dernier rapport établi par deux députés socialistes à l'époque où les socialistes étaient au pouvoir, on voit qu'à Paris intra-muros – sans tenir compte des policiers qui sont ou non sur le terrain parce qu'en congé, en formation ou autre – il y a à peu près un policier pour 113 habitants, contre un pour 500 dans la petite ceinture – qui comprend des départements tels que la Seine-Saint-Denis et un pour 700 habitants dans la grande ceinture. Alors que si on envisage les taux de criminalité et de délinquance respectivement à Paris et dans les petite et grande ceintures, on a une proportion d'un tiers pour chaque catégorie.

Pour faire simple : les campagnes profondes grouillent de gendarmes, les centres-villes grouillent de flics et entre les deux, il n'y a rien. En conséquence de quoi vous avez toute une jeunesse qui n'a tout simplement jamais été habituée à vivre en société en présence de l'*autorité*, quelque chose qui lui est absolument inconnu. Ajoutez à cela de nouvelles migrations, des cultures différentes, une culture du garçon roi et des filles domestiques à la maison. Le petit garçon élevé dans une famille algérienne, marocaine ou tunisienne, qui règne jusqu'à dix ans, sort ensuite dans la rue et devient un « bougnoule ». Une situation productrice de troubles. Voilà pourquoi les problèmes qu'on a avec l'immigration maghrébine sont des problèmes exclusifs de garçons. Rien d'éthnique là-dedans.

Outre-Terre : Comment ces jeunes garçons se définissent-ils ? Pays d'origine ? Religion ?

X.R. : Ils n'ont en réalité pas de référents. Nous avons pu l'observer. Leur culture, leur seule « patrie », ce sont les feuilletons américains à la télévision. J'ai été amené à en rencontrer qui m'avaient reconnu pour avoir participé à une émission sur l'Algérie ; il me faisaient *ipso facto* confiance et nous avons pu parler librement. Lorsqu'ils me présentent à leurs copains, ils m'appellent « professeur », comme dans les feuilletons, et disent « Votre Honneur » au juge quand ils sont au tribunal. Aucun référent à part cela, pas d'enracinement culturel, et ce qui est grave, ils ne sont même pas de bons musulmans.

À l'Institut de criminologie, j'ai eu une étudiante algérienne de famille très laïque qui avait dû quitter son pays sous la menace de groupes islamistes, qui avait repris ses études et s'était mise en quête d'emploi. L'un de mes amis, alors

maire de Sartrouville où existent des zones « difficiles » – le plateau –, recherchait quelqu'un pour s'occuper de l'une des maisons de quartier de ces cités, aucun animateur n'ayant pu jusque-là rester. Mon étudiante avait un fort tempérament et pouvait communiquer avec les familles dans les langues d'origine, arabe dialectal et berbère ; elle accepta le poste et réussit très bien, finalement, notamment grâce à sa capacité de dialogue avec les familles et son engagement sur le terrain.

C'était l'époque – milieu des années 1990 – où les maquis islamistes redoublaient d'activité en Algérie. Conséquence dans les cités, raconte-t-elle, les jeunes « jouaient » à l'islamiste. Mais, à l'écouter, ils étaient « nuls » même dans ce domaine, lui demandant la permission de se réfugier dans son bureau pour pouvoir fumer pendant le Ramadan ! Totalemment déstructurés ! Un jour ils vont imiter les gangs américains jusque dans les moindres détails de leur tenue vestimentaire et le lendemain chanter les louanges de Ben Laden, avant de passer à autre chose... Un seul point commun entre les registres : la télévision.

Outre-Terre : Les islamistes, dit-on souvent, seraient très présents dans les cités où ils se feraient passer pour des « héros de banlieue » ; ils y organiseraient des débats auxquels participerait une nombreuse assistance et y endoctrineraient la jeunesse issue de l'immigration.

X.R. : C'est de l'ordre du fictif, la plupart du temps. Je suis ici formel. J'ai fait un « Envoyé spécial » sur les réseaux islamistes en France en 1996. Après diffusion, je fus contacté par un membre du Groupe islamique armé (GIA) algérien qui avait apprécié mon intervention. Il me déclara avoir été dans le maquis de Mustapha Bouyali – l'un des plus actifs à la fin des années 1980 – et puis l'avoir quitté pour exprimer son désaccord sur les massacres de populations civiles. Sa tête ayant été mise à prix pour désertion, il s'était réfugié clandestinement en France.

Nous décidons de nous rencontrer. Il m'apparaît comme quelque peu perturbé après ce qu'il a vécu ; l'une de ses filles, âgée de douze ans, qui avait même assisté à des massacres, souffrait de troubles psychologiques. Nul accès à des soins, en l'absence de toute couverture sociale, alors que lui et sa famille en avaient grandement besoin. J'ai pu lui parler à diverses reprises tout en recherchant une solution à ses problèmes. Une énorme exigence de se confesser. L'homme avait dirigé le service de renseignement du FIS lorsque le parti islamiste était légal.

C'est lui qui a implanté les premières cellules du GIA à Alger, soit une sorte de tendance extrémiste au sein d'un mouvement plutôt « national-islamiste », à la mode turque. Dès le départ, néanmoins, un noyau pro-saoudien, salafiste. Et lui en faisait partie. Il avait fait l'Afghanistan. Détails caractéristiques : le maintien du tatouage autour des yeux qui rend « féroce » le regard et de la barbe. Il

me dit avoir en effet recruté quelqu'un dans une banlieue française, mais vite renoncé à ce genre de recrues qui manquaient de « sincérité » et n'étaient pas de « vrais musulmans ». Les « meilleures » recrues, c'étaient les Français de souche devenus musulmans par choix et qui avaient la foi des nouveaux convertis, et non pas ceux issus de familles musulmanes.

Ce qui confirme ma thèse : les jeunes issus de l'immigration vont s'enthousiasmer pour Ben Laden et lancer un cocktail molotov sur une synagogue après s'être échauffé l'esprit, mais ils imiteront une semaine après les gangs américains avec la même conviction... Ils sont en fait capables de la plus pure gentillesse comme de la plus extrême des violences. Ceux qui se lancent dans le banditisme ne sont du reste pas plus sérieux que ceux qui se lancent dans l'islamisme, comme en témoigne l'histoire récente d'une bande qui s'est faite arrêter après avoir braqué plusieurs banques, car les malfrats voulaient se payer un bateau à 300 000 euros ; or, n'en ayant dévalisé « que » 90 000, ils décidèrent de faire le jour même des hold-ups jusqu'à ce qu'ils aient la totalité de la somme...

Cependant, on est dans un contexte où nul ne peut dire sur quoi les choses vont déboucher. Il y a d'énormes tentatives de prosélytisme dans les banlieues, comme en témoignent les travaux de Mina Kaci, journaliste à l'*Humanité* : des prédicateurs arrivent à trente ou quarante dans les cités où ils tentent d'embriquer la jeunesse. Mais on ne peut pas dire jusqu'à présent, en dehors bien sûr d'un noyau dur, que leurs efforts soient couronnés de succès.

Outre-Terre : L'islamisation, à terme, d'une partie des banlieues, relèverait donc du fantasme ?

X.R. : N'oublions pas que l'islam, en France, est divers. C'est par exemple l'échec total de l'islamisation en ce qui concerne les musulmans d'Afrique de l'ouest (Sénégal et Mali, notamment), à cause de leurs structures communautaires, étroitement encadrées par les confréries traditionnelles (les mourides, entre autres).

Les Algériens vivant en France sont à 70 % kabyles. Il y a, certes, des islamistes kabyles, mais ils sont très minoritaires, environ 5 %. Les Kabyles ont avec l'islam à peu près le même rapport que les Français avec le catholicisme : ils se limitent à célébrer les fêtes.

On ne peut pas en dire autant des Marocains et des Tunisiens, même si la majorité d'entre eux est également constituée de gens qui n'ont rien de militants islamistes. Avec pourtant une frange plus sensible à ce type de propagande ; j'en veux pour preuve ce réseau islamiste démantelé à la veille de la coupe du monde de football en 1998 : la majorité des terroristes étaient ici marocains même s'ils agissaient aux côtés du GIA. L'ex-chargé d'affaires israélien à Rabat confirme d'ailleurs l'implantation des islamistes radicaux au Maroc, même si on en fait

peu état en France ; il rapporte avoir assisté à une manifestation qui n'avait rien à envier à celles du FIS du temps où ce dernier était encore légal. La complexité religieuse et politique du Maroc expliquant pareille situation...

Outre-Terre : Mais alors en France, que faire ou ne pas faire ?

X.R. : On a un grave souci, l'absence d'un consistoire musulman sur le modèle par exemple des consistoires israélite ou protestant ou encore de la Conférence des évêques chez les catholiques. C'est très difficile, car il n'y a pas, en islam, d'orthodoxie. Il n'y a que des tendances souvent opposées entre elles sur le Coran et traversées de conflits personnels. Avec en plus les États, Algérie, Maroc ou Pakistan qui s'en mêlent... Chaque État entendant naturellement contrôler ses ressortissants.

L'islam de France ne peut donc jusqu'à aujourd'hui présenter un « front uni » susceptible de dialoguer avec l'État. Faut-il, par ailleurs, encourager la « communautarisation » ? Problème d'ordre politique et qui ne se situe plus dans le registre du criminel et du sécuritaire – mon domaine de compétence, que les crimes soient crapuleux ou commis au nom d'un quelconque engagement religieux. Un problème politique sur lequel les autorités françaises, écartelées entre différentes considérations, n'ont pas tranché, la question restant naturellement entière...

Outre-Terre : Et la technique des « coups de boutoir », c'est utile ?

X.R. : Les « coups de boutoir » ne s'effectuent pas dans le cadre d'une lutte contre l'islam militant, mais à l'intérieur de secteurs extrêmement perturbés – pour certains d'entre eux hors contrôle. On fait une opération « coup de poing » quand cinquante voitures ont été incendiées, quand un commissariat a été attaqué, ou autres événements de cet ordre... Mais il y a *indirectement* un rapport avec l'islam quand les prédicateurs islamistes viennent ensuite dans les cités et racontent aux jeunes qu'on les persécute parce qu'ils sont musulmans, Sarkozy faisant en France ce que fait Sharon aux Palestiniens... Alors qu'il s'agit, même si cela a un effet sur le discours de certains imams radicaux, de méthodes répressives pour venir à bout d'actes criminels.

Les hommes politiques dénoncent depuis vingt-cinq ans, à chaque élection, les zones de non-droit « intolérables pour la République », mais rien de sérieux n'a jamais été entrepris une fois le suffrage terminé. On sait par exemple que les cités réputées les plus « difficiles » sont situées aux confins de plusieurs communes et qu'un commissaire de police qui essaierait d'y restaurer l'ordre se heurterait d'emblée à des problèmes administratifs de juridiction sans solution à ce jour. Le meilleur moyen de contrôler efficacement une zone serait de raisonner en termes de « bassins de transport », par exemple le RER en région parisienne. Mais jamais on ne réfléchit dans ce cadre. Il faudrait qu'il y ait une unité

de commandement, sur la base du réseau de transports, dans chacune des grandes agglomérations françaises. Et il n'y a pas d'autre moyen, car les délinquants se déplacent : on peut, en une heure, aller assez facilement d'un bout à l'autre de l'agglomération parisienne !

Outre-Terre : Pourquoi ne va-t-on pas dans ce sens ?

X.R. : Les lourdeurs administratives, en France, sont telles que rien n'a jusqu'à présent bougé malgré les rapports qui prouvent que ce type de mesures, des expériences ayant été tentées, ça marche. L'objectif final est de ramener tout ce jeune monde à l'ordre et la tranquillité parce que si les pouvoirs publics ne jouent pas leur rôle il n'y a plus dans les cités que l'économie clandestine, et là ce sont de fait des ghettos où seuls les malfaiteurs permettent à la population d'exister, tout le monde vivant dans l'illégalité.

C'est pour casser cette emprise de l'économie souterraine et l'implantation de ghettos qu'ont été créés par Sarkozy les fameux Groupes d'Intervention Rapide (GIR). Mais il manque aujourd'hui en termes d'action le renseignement : des informations, c'est-à-dire une connaissance précise de qui fait quoi afin d'éviter des arrestations arbitraires et inefficaces puisqu'elles font remonter la tension dans les cités même si les personnes innocentes sont vite disculpées et relâchées. Or, le GIR ne répond pas à ce souci. On a simplement mis en relation des services ou des institutions qui ne travaillaient pas ensemble, comme la police et la gendarmerie.

Une bonne idée dans son principe, puisqu'on raccorde des « tuyaux » les uns aux autres. Mais qu'est-ce qui passe dans les « tuyaux » à l'heure actuelle ? Rien ! Pourquoi a-t-on aujourd'hui cessé de médiatiser l'affaire ? Parce qu'une grosse opération sur Strasbourg a rapporté quinze grille-pain trouvés dans un local où les agents s'étaient précipités ; parce qu'on a trouvé 156 grammes de cannabis à la cité Pablo Picasso de Nanterre, toujours lors d'une grosse opération, alors qu'il en circule par centaines de kilos voire par tonnes ! Un « exploit » digne de figurer au livre des records ! Comme si on avait encerclé la ville de Montélimar pour ne pas y trouver de nougat ! Voilà où mène l'absence de renseignement !

Bref, comme toujours en France ! On agite de grandes idées sans rien faire de concret. Des effectifs de police et de gendarmerie pléthoriques, mais pas de service de renseignement criminel comme le National Intelligence Criminal Service (NICS) en Grande-Bretagne. En France, le renseignement incombe tantôt à la DST, tantôt aux RG ou à tel ou tel service, le tout dans le désordre et sans efficacité. Alors qu'un véritable service de renseignement criminel permettrait d'agir de manière précise, ciblée et donc efficacement.

Ce qui est sidérant, c'est d'observer l'impéritie de l'appareil d'État français qui est à l'origine, en fait, de cette situation. On a un État omniprésent, qui s'oc-

cupe de tout, le premier ministre fixant en personne les dates des soldes ou le salaire des infirmières ! Mais celui-ci n'a pas déplacé les commissariats depuis cinquante ans, alors que la population française a augmenté de plus de quinze millions d'habitants et que la moitié de la population totale s'est déplacée sur le territoire.

Pourquoi ? Nous venons, en nombre de policiers par habitant, en deuxième position après l'Italie en Europe. Mais les élus locaux s'opposent au départ de leur commissariat ou brigade de gendarmerie et obtiennent en général gain de cause. En début de mandat, Lionel Jospin, conscient du problème, avait essayé de déplacer 3 000 policiers, soit environ 1/10^e de ce qu'il faudrait. Trois cents le furent !

Ceci alors que de nombreux rapports, de Robert Pandraud à Marie-Noëlle Lienemann, vont dans ce sens... Même le syndicat de la magistrature l'admet. Et l'on sait que les premières victimes de semblables situations, ce sont les plus pauvres ; c'est dans les cités HLM, là où le niveau de vie est le plus bas, qu'il y a le plus d'agressions. Tout cela est connu jusqu'à l'écœurement, sans que rien bouge...

Outre-Terre : Et cela peut durer jusqu'à quand ?

X.R. : Cela fait déjà trente ans que cela dure...

Outre-Terre : Donc encore trente ans, par exemple, sans conséquences politiques fâcheuses ?

X.R. : C'est ce que croit la classe politique. Moi, je ne sais pas... Il est vrai que l'État français, sur la durée, apparaît comme une machine d'une extrême solidité. La plus ancienne du monde après le Vatican. Il y a eu l'empire chinois, mais il s'est écroulé. Notre administration a continué à fonctionner, récemment, après la seconde guerre mondiale, malgré quatre années d'occupation. Le problème, actuellement, se situe au niveau des cinquante personnes qui sont à la tête de la « pyramide ». Pour le reste, tout le monde, notamment les policiers et les gendarmes, est conscient des menaces bien réelles aux plans national et international.

Chacun a conscience qu'il n'y a plus vraiment d'intérieur et d'extérieur. Mais qu'en est-il au sommet de l'État ? Il n'y a plus de raison de distinguer aujourd'hui entre les ministères de l'Intérieur et de la Défense. La menace n'est plus d'ordre strictement national. De l'après-guerre aux années 1990 il y avait deux registres différents de danger : le milieu et le pacte de Varsovie avec en face la brigade criminelle et l'armée française. Situation grotesque de nos jours : on a la police française jusqu'au pont de Kehl et au-delà ses collègues allemands ; le temps que les deux communiquent, le criminel ou le terroriste ont traversé depuis longtemps le Rhin !

La question est celle d'une réforme de l'État – même si l'expression a été galvaudée, de volonté politique et du jour où cette volonté se fera sentir au plus haut niveau de l'État, le reste suivant... Lucidité et acuité ne sont ni de gauche ni de droite mais l'affaire de ceux qui gèrent l'État. Mon collègue Alain Bauer et moi-même, bien que venant d'horizons politiques différents, étudions ensemble ces questions sans que cela ne pose le moindre problème.

Outre-Terre : Pourquoi Nicolas Sarkozy n'agit-il pas dans votre sens ?

X.R. : Il y a les syndicats de police, il y a les maires, les élus en général...

Outre-Terre : Tout de même, c'est en particulier là-dessus que la droite a été élue ! La France est-elle à l'abri d'une nouvelle poussée de l'extrême-droite, en cas d'échec sur ces dossiers, dans quelques années ?

X.R. : Ceux qui nous disaient, après la scission Le Pen-Mégret, que la menace d'extrême-droite avait disparu en France, et ils étaient nombreux tant à droite qu'à gauche, ont manqué de perspicacité. J'avais publié en 1991 une étude d'une trentaine de pages qui expliquait les raisons de l'ascension du FN. En terminant par le constat suivant qui a fait hurler beaucoup de gens à l'époque : il y a en France une sorte de Tiers-État, les populations qui environnent ces « centres de rayonnement criminel » que sont les banlieues des grandes agglomérations⁴. Ce n'est pas à moi qui ne suis pas politologue de le dire, mais le FN a pris ou usurpé la position du héraut de ce Tiers-État, et tant que la délinquance et la criminalité augmenteront, ses scores augmenteront... On en est encore là aujourd'hui.

Outre-Terre : Comment situer la France par rapport à des pays rencontrant des problèmes comparables, comme la Grande-Bretagne, l'Allemagne ou les États-Unis ?

X.R. : Il faut comparer des situations comparables. Or, la comparaison avec l'Allemagne reste très difficile à établir, car ce dernier pays est une république fédérale. On y a autant de politiques que de Länder (États régionaux) et donc pas de vision globale... Quand je demande au patron de Scotland Yard ou à celui du BKA allemand combien de temps leurs institutions mettent à s'adapter à un problème nouveau, grave et qui semble s'installer dans la durée, de façon à ce qu'elles puissent commencer à traiter ce problème, ils me parlent d'« à peu près trois ans ».

4. Cf. Xavier Raufer, « Front national : sur les motifs d'une ascension », *Le Débat*, janvier-février 1991, n° 63.

En France rien n'a été fait depuis le rapport Peyrefitte (1977). On a d'abord nié le problème. Puis biaisé en parlant de « racisme », ce dont il ne s'agit évidemment pas : les délinquants étrangers ou d'origine étrangère appartenant aux milieux les plus défavorisés, ils sont fatalement plus nombreux que les autres ; il s'agit de faits purement statistiques et mathématiques ; de plus, quand il y a migration à caractère économique, ce sont surtout les hommes jeunes et valides qui partent : conséquence, ils sont aussi sur-représentés parmi les criminels ; la potentialité criminelle étant bien plus importante au sein des populations issues de l'immigration⁵. On a réagi trop tard : il n'y avait pas problème racial, mais problème de migrations mal contrôlées.

Cela était connu, mais on a fait venir des milliers de gens sans prendre des mesures d'encadrement, les livrant à eux-mêmes dans des zones où il n'y avait pas de policiers – les zones urbaines, le tout ne pouvant se terminer que comme ça. Rien n'a été fait par la suite, malgré de nombreux rapports, et on a cru qu'on pouvait s'en tenir à des euphémismes comme le « ministère de la Ville » et sans descendre jusqu'au terrain. Tout le monde sait bien que ce n'est pas la ville qui est criminelle, mais à la rigueur les gens qui l'habitent. Il n'y a pas problème d'urbanisme, mais problème de contrôle et de régulation des populations.

5. Il suffit de rappeler le taux de criminalité élevé chez les Irlandais de New York au début du xx^e siècle. Alors qu'aujourd'hui le gratin de la police new-yorkaise porte des noms irlandais.